

Les remboursements des arrêts de travail ont dépassé 16 milliards de DA

# La Cnas décide de durcir ses contrôles

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4423 - Lundi 12 mars 2018 - Prix : 10 DA

Ils exigent une clarification sur la «masse admissible»

## Les transporteurs ferment le tunnel de Kherrata à Béjaïa

Page 24

Réunion, hier, entre le ministère et les représentants du Cnapeste

## Poursuite du dialogue dans le secteur de l'Education

Page 3

### Menace d'une attaque chimique sur Douma

Par Mohamed Habili

Quand on parle de bataille de la Ghouta orientale, en réalité c'est bataille de Douma qu'il faut dire, Douma étant la plus grande et la plus peuplée des villes dans la périphérie de Damas. Il revient en effet au même de la reprendre et de remporter par la même occasion la bataille en cours, commencée il y a trois semaines avec l'offensive de l'armée syrienne appuyée de ses alliés, au milieu d'une levée de boucliers des Etats hostiles au régime syrien. Pour autant, cette bataille n'est pas la seule qui soit en train de se développer en Syrie, il y a aussi les combats qui se poursuivent autour de Afrine, entre l'armée turque et l'Armée syrienne libre d'une part, les milices kurdes de l'autre, les premières voulant non pas tant prendre le contrôle de la ville qu'en déloger une bonne fois pour toutes les forces kurdes qui s'y trouvent. La percée majeure opérée par l'armée syrienne dans la Ghouta a eu pour résultat l'isolement de Douma du reste de la région, son encerclement par conséquent. Cela signifie que c'est seulement maintenant que les choses sérieuses vont commencer, tout ce qui a précédé pouvant être considéré en comparaison de ce qui va suivre comme des préparatifs. L'armée syrienne ne peut pas se permettre d'échouer dans sa tentative de reprendre un bastion rebelle se situant à une encablure de Damas, d'où de plus celle-ci est constamment bombardée.

Suite en page 3

Suite à l'interdiction d'importation de téléphones portables

# Le fléau du vol de smartphones revient en force



Devant les écoles, dans le métro, la rue ou même les marchés, de plus en plus jeunes, font du vol de téléphones portables leur activité favorite. Souvent, pour obliger leurs victimes à lâcher leur smartphone, les malfaiteurs n'hésitent pas à leur porter atteinte physiquement, les exposant ainsi à de graves blessures. Lire page 2

Partenariat algéro-indien

## Le projet d'usine de transformateurs lancé à Tizi Ouzou

Page 2



«Raconte-moi Alger» de Mohamed Arezki Himeur

## Un guide pour voyager dans le temps

Page 13

Suite à l'interdiction d'importation de téléphones portables

# Le fléau du vol de smartphones revient en force

■ *Devant les écoles, dans le métro, la rue ou même les marchés, des délinquants, de plus en plus jeunes, font du vol de téléphones portables leur activité favorite. Souvent, pour obliger leurs victimes à lâcher leur smartphone, les malfaiteurs n'hésitent pas à leur porter atteinte physiquement, les exposant ainsi à de graves blessures.*

Par Thinhinene Khouchi

Après une courte pose, les voleurs de téléphones portables reviennent en force. A Alger, pendant des mois aucun cas de vol de téléphone «grave» n'a été signalé. Le phénomène qui avait pris une ampleur inquiétante en 2005 semblait avoir pris du recul. Mais malheureusement, suite à l'interdiction «temporaire» d'importation de quelque 900 produits dont le téléphone portable, le prix de ce dernier a rapidement flambé, ce qui a incité les malfaiteurs, de plus en plus jeunes, à reprendre du service. En effet, s'adonnant à cette activité illégale, les voleurs choisissent souvent les établissements éducatifs, le métro, pour procéder au vol de ces smartphones devenus, de par leur prix élevé, un bien de



Ph.D. R.

## Partenariat algéro-indien Le projet d'usine de transformateurs lancé à Tizi Ouzou

**UNE USINE** de conception, de fabrication et commercialisation de transformateurs de haute puissance sera réalisée à Azazga (35 km à l'est de Tizi Ouzou) en partenariat entre la société algérienne Electro-industries (45%), la compagnie indienne Vijai electricals (40%) et Sonelgaz (15%). L'annonce a été faite hier à l'usine Electro-industries d'Azazga (ex-Enel), à l'issue de la signature de l'accord portant sur ce partenariat. L'usine en question, d'une capacité annuelle de production de 115 transformateurs de haute puissance, verra le jour dans un délai de 22 mois. Cette joint-venture doit mobiliser un investissement de 4,7 milliards de dinars. La future usine de fabrication de transformateurs va générer 358 postes d'emploi permanents, selon la fiche technique présentant le projet. Le taux d'intégration de cette unité va progresser de 40 à 60% durant les cinq premières années, notamment la fabrication de composants des transformateurs. Plusieurs sous-traitants seront appelés à travailler avec cette usine notamment les différentes filiales des groupes Imetal et AGM. Les initiateurs de ce projet cibleront aussi le marché International, notamment le Maghreb, l'Afrique et le Moyen-Orient.

Hamid M.

plus en plus précieux. Les victimes sont souvent des jeunes filles, des femmes ou même de jeunes garçons. Les voleurs, munis d'une lame, couteau, ou autres armes blanches, menacent leurs victimes et les obligent à délaissier leurs téléphones portables. Selon les enquêtes de la police, les vols sont en majorité commis à la sauvette, quand la victime parle au téléphone. D'autres vols sont commis «en silence» dans les bus, les taxis, les restaurants et les cafétérias. Les voleurs guettent les victimes dans un moment d'inattention ou

commettent leur forfait à la sortie des points de recharge ou dans le métro. Aujourd'hui, les voleurs de téléphones ne se contentent pas du téléphone seulement mais n'hésitent pas à porter atteinte physiquement à leurs victimes, les exposant ainsi à de graves blessures, voire à une mort certaine. Récemment, une femme âgée de 29 ans qui a eu la mauvaise idée de répondre à un appel téléphonique au marché Clauzel et l'a remis dans son sac à main, s'est aperçue en rentrant chez elle que pour la troisième fois elle s'était fait voler son

téléphone. Un autre jeune de Dely Brahim a été victime lui aussi d'une agression par des délinquants qui en voulaient à son téléphone. Le malheureux, qui a essayé de résister à ses agresseurs, a fini par leur céder son LG «en échange» de plusieurs griffes dans le cou et les bras. Il se dit chanceux d'avoir échappé à cette agression sans blessures graves. «Les voleurs se font de plus en plus nombreux. Chaque jour, des jeunes âgés entre 20 et 25 ans s'installent à la sortie de la fac, attendant qu'il y ait une bousculade devant

les transports des étudiants et profitent de la situation pour voler les téléphones», nous confie une étudiante à l'université de Ben Aknoun. Elle dit avoir été, elle aussi, victime de vol. Malheureusement, cet incident n'est pas isolé. Il ne se passe pas un jour sans que des cas pareils, et plus graves même, soient signalés à travers tout le pays. Pour rappel, les voleurs de téléphones risquent une peine allant d'un an à 5 années de prison ferme.

T. K.

Les remboursements des arrêts de travail ont dépassé 16 milliards de DA

## La Cnas décide de durcir ses contrôles

La Caisse nationale de sécurité sociale continue à être en butte à des fraudes. Son directeur général pointe du doigt les nombreux certificats d'arrêt de travail délivrés par des médecins complaisants, un véritable fléau qui engendre des pertes colossales à la Cnas. En 2017, elle a remboursé plus de 14 millions d'arrêts de travail pour une enveloppe de 16,8 milliards de dinars. Les médecins traitants sont parmi les plus gros prescripteurs d'arrêts de travail, qui ne se justifient pas toujours sur le plan médical, comme le révèlent les contrôles renforcés de la Caisse nationale de sécurité sociale. Durant l'année passée, la Sécu a constaté une très forte hausse du nombre d'arrêts de travail. Appliquant la politique de la «rationalisation» des dépenses, la Cnas a décidé de combattre avec fermeté les arrêts de travail

dits de complaisance qui coûtent vraiment chers à cet organisme.

A cet effet, et pour mettre fin aux abus dans la sollicitation intempestive des arrêts de travail, la Cnas a pris un certain nombre de mesures de contrôle, censées freiner l'hémorragie des indemnités qui ont pris des proportions intolérables. Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne, le directeur général de cet organisme, Tidjani Hassan Haddam, rappelle qu'en 2017, la Cnas a remboursé un peu plus de 14 millions de jours d'arrêt de travail engendrant une dépense de plus de 16,8 milliards de dinars. Il observe qu'il a été remarqué une augmentation exponentielle de ce phénomène.

Ces mesures consistent en la réadaptation des instruments de contrôle de cet organisme pour lutter contre ces arrêts que cer-

taine assurés, explique-t-il, utilisent à d'autres activités ou bien pour se reposer à l'approche des week-ends et autres jours fériés. Il signale qu'il en est de même pour les femmes ayant bénéficié d'un congé de maternité légal et dont certaines, soutient-il, prennent «systématiquement» de trois à quatre mois d'arrêt de travail de «complaisance au détriment de la Cnas». «Nous contrôlons tout le monde par le biais d'un examen administratif destiné à vérifier qu'un assuré malade bénéficiant d'un arrêt d'activité est bien confiné chez lui», prévient M. Haddam.

Il signale à ce propos, que sur les 171 000 malades contrôlés en 2017, 18 421 parmi eux étaient absents de leur domicile et, après coup, vu leur arrêt de travail refusé.

Le directeur général de la Cnas tient, d'autre part, à souli-

gner que les arrêts de travail de complaisance représentent un «coût important» pour la Cnas. Il prévient au passage qu'ils sont susceptibles de donner lieu à des poursuites judiciaires à l'endroit des médecins les prescrivants. Par ailleurs, l'invité de la Chaîne III, M. Haddam rappelle que la plus grosse dépense consentie par la caisse l'est au niveau du remboursement des médicaments lequels, précise-t-il, s'est chiffré à plus de 200 milliards de dinars durant l'année 2017.

Il précise, en outre, que tout arrêt de travail est soumis au contrôle des médecins conseils de la Cnas, ajoutant que la Caisse travaille en collaboration avec le Conseil de l'ordre des médecins pour lutter contre les arrêts de travail de complaisance.

Louiza Ait Ramdane

Réunion, hier, entre le ministère et les représentants du Cnapeste

# Poursuite du dialogue dans le secteur de l'Education

■ Le dialogue entre la tutelle et les représentants du Cnapeste se poursuit autour des points en suspens relatifs aux revendications soulevées par les enseignants.

Par Meriem Benchaouia

Le ministère de l'Education nationale et le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste) ont entamé, hier à Alger, une réunion afin de régler plusieurs questions restées en suspens, lors de la précédente rencontre. «Lors de cette rencontre, plusieurs points non encore réglés, suite à la grève illimitée des enseignants, seront tranchés», a indiqué le secrétaire national chargé de l'information et de la communication auprès du syndicat, Messaoud Boudiba. Il a également exprimé son souhait de voir cette rencontre couronnée par la signature du procès-verbal de la précédente rencontre tenue le 5 mars entre le Cnapeste et le ministre du secteur, Nouria Benghebrat, faisant savoir que le Conseil national se réunira prochainement pour examiner les développements de l'arrêt de la grève décidé par ce syndicat. Pour rappel, Mme Benghebrat et le Cnapeste avaient convenu, lors de la réunion du 5 mars, de maintenir la séance ouverte jusqu'à la signature du PV final. Lors de cette rencontre, il a été procédé à l'examen des préoccupations socioprofessionnelles et le contenu des PV introduits dans l'avis de grève. La ministre avait réaffirmé la politique du ministère dans ses relations avec le partenaire social, «basées sur le dia-



logue et la concertation», avant d'ouvrir le débat concernant les différents points soulevés par les membres du syndicat et les cadres du ministère. A l'issue d'un débat marqué par un «dialogue sincère entre les deux parties», les représentants du ministère «ont répondu à tous les points soulevés lors du débat et ceux mentionnés dans l'avis de grève illimitée, lesquels ont été formulés dans un PV commun en attendant son officialisation au cours de la prochaine rencontre», avait indiqué le ministère dans un communiqué. De son côté, le coordonnateur national du Cnapeste, Salim Oualha, avait indiqué à l'issue de la rencontre avec le ministère de l'Education nationale que les

deux parties sont parvenues à un accord sur la revendication du syndicat relative à la constitution d'une commission commune pour trouver les modalités de promotion aux grades nouvellement créés (enseignant principal et enseignant formateur), ajoutant que cette commission achèvera ses travaux le 31 mars. M. Oualha avait précisé que la commission œuvrera à définir les quotas de promotion aux grades nouvellement créés dans les trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire), rappelant que le ministère avait annoncé qu'un concours de promotion sera organisé au courant de l'année 2018. Les revendications du Cnapeste portent sur la prise en charge de certains cas

relatifs aux postes en voie de disparition (certains emplois d'enseignement technique, laborantins...), notamment en leur assurant une formation jusqu'à la prise en charge totale de ces cas. Le Cnapeste revendique également l'installation officielle des structures de la médecine du travail, d'une formule de logement adaptée aux enseignants, de la comptabilisation des années d'étude effectuées au niveau des Ecoles normales supérieures (ENS) au sein de la carrière professionnelle et de la retraite, de l'inventaire des biens des œuvres sociales et du droit à la prime d'excellence et à celle du Sud calculées sur la base de l'actuelle grille des salaires.

M. B.

Boumerdès

## Le wali annule tous les programmes non lancés

Les programmes et opérations de développement inscrits à l'actif de la wilaya de Boumerdès, en 2016, et demeurés à ce jour non lancés en réalisation, sont en cours d'annulation, au motif du grand retard accusé dans leur mise en œuvre. Cette décision a été annoncée par le chef de l'exécutif Abderrahmane Madani Fouatih lors du conseil de la wilaya consacré au secteur de l'éducation, durant lequel il a instruit de «l'annulation de tous les projets de développement inscrits en 2016 et non réalisés», en vue de «l'inscription de nouveaux projets qui seront immédiatement lancés en travaux», a-

til recommandé. Le wali a annoncé, par la même occasion, que les communes et secteurs «n'ayant pas consommé de façon significative les dotations financières qui leur ont été affectées en 2016, n'ouvriront pas droit à de nouvelles opérations de développement au titre du programme de 2018». En effet, jusqu'à fin décembre dernier, seuls 34,66% du budget consacré aux Plans communaux de développement (PCD) ont été dépensés, soit 271 opérations clôturées sur 491 inscrites à la livraison, sur un total de 800 opérations affectées à la wilaya, ces dernières années. S'agissant du budget des plans

sectoriels, le taux de consommation dans le domaine a été estimé à 65,71%, à fin 2017, soit un montant de 7,1 milliards de dinars sur un total de 9,8 milliards. D'où l'avertissement signifié, dernièrement, par le wali, aux communes n'ayant pas consommé au moins 80% de leur budget, qu'elles n'auront pas droit à des programmes de développement supplémentaires au titre de l'exercice 2017. Le wali avait fixé un seuil de consommation minimum de 40%, aux directions et organismes de la wilaya, sur leur budget sectoriel, faute de quoi «ils n'ouvriront pas droit à des financements supplémentaires

au titre du budget sectoriel de 2017», avait-il averti. Il avait estimé cette façon de fixer le budget de consommation «utile», pour «inciter les responsables des communes et des directions de wilaya, ayant encore des sommes considérables dans leurs caisses, à les consommer dans le financement de projets», a-t-il observé. Pour le chef de l'exécutif de la wilaya de Boumerdès, la non consommation des crédits dans leurs délais «veut dire que soit les communes ne méritent pas ces crédits, ou alors qu'il existe une négligence dans l'amélioration des prestations publiques destinées aux citoyens».

Kamel

Secteur du commerce

## Une trentaine de patrons formés aux métiers de l'exportation

Un groupe d'une trentaine de chefs d'entreprises et de cadres du secteur du commerce à Médéa a été formé par la Chambre de commerce et d'industrie du Titteri aux métiers de l'exportation, a-t-on

appris dimanche du directeur de cette structure. Composé essentiellement de jeunes industriels, activant dans différents domaines, ce groupe a suivi, durant une dizaine de jours, une formation accélérée

dans le domaine de l'exportation et l'exploration des marchés extérieurs, a indiqué à l'APS Abdelhakim Fechtit. Des consultants en commerce extérieur et experts en économie ont chapeauté ce cycle de for-

mation aux métiers de l'exportation, destiné à initier ces jeunes industriels aux méthodes de prospection des marchés étrangers, aux procédures d'exportation, à l'élaboration des plans d'exportation,

LA QUESTION DU JOUR

## Menace d'une attaque chimique sur Douma

Suite de la page une

De leur côté, les groupes rebelles maîtres de Douma n'ont d'autre choix que de repousser les assauts ultimes de l'armée syrienne, n'étant pas sans savoir que perdre cette bataille, c'est du même coup perdre la guerre tout entière, ou plus exactement achever de la perdre, étant donné que leur reflux ne date pas d'aujourd'hui mais de plusieurs mois déjà. Le rapport de force est cependant tellement en leur défaveur qu'il faut d'une certaine façon un miracle pour qu'ils ne soient pas bientôt écrasés sous le nombre et les bombes. Si ce miracle devait se produire, ce ne serait pas la première fois qu'il se serait accompli. En fait, tous les ingrédients sont en place pour qu'il intervienne à nouveau. On l'aura peut-être compris, ce miracle ce ne peut être qu'une attaque chimique sur Douma, qui soit particulièrement meurtrière pour que la communauté internationale, c'est-à-dire les puissances ennemies du régime syrien, soit obligée de réagir pour à la fois arrêter le massacre et punir le coupable. N'importe qui se trouvant à la place des rebelles syriens appellerait sourdement de ses vœux mais tout aussi ardemment qu'eux ce crime de guerre aisément attribuable à un ennemi tout près de gagner la guerre, quel que soit son véritable auteur. Quand les Français et les Britanniques s'entendent à l'avance pour avertir qu'ils ne resteraient pas les bras croisés devant une nouvelle attaque chimique, n'importe qui autre que le pouvoir syrien verrait tout comme lui une invitation insidieuse à commettre ce crime. C'est que les attaques chimiques en grand sont toujours survenues comme par hasard à des moments particuliers. Pour la première fois depuis le début de la guerre, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mekdad, a mis en garde contre une attaque de ce type qui serait commise par les rebelles mais qui serait fatalement imputée à Damas. Le fait est qu'on voit mal comment dans le cas où effectivement les groupes rebelles retranchés dans Douma seraient en mesure de s'attaquer eux-mêmes à l'arme chimique, comment ils ne la commettraient pas. Ils le feraient d'autant plus facilement qu'ils auraient acquis la certitude qu'elle ne laisserait pas indifférente la «communauté internationale». Pour éviter la défaite, il n'y a rien qu'une force ne ferait pas qui soit dans ses moyens.

M. H.

mais également à l'initiation aux normes de production et de commercialisation en vigueur dans les grands marchés internationaux, a-t-il souligné.

Y N

Le nouveau texte «consolidera les prérogatives des APC et APW»

## Bedoui explicite le projet sur les collectivités territoriales

■ Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nourredine Bedoui, a affirmé, hier à Alger, que le projet de loi relatif aux collectivités territoriales consoliderait davantage les prérogatives des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW).

Par Salem K.

«**L**es larges prérogatives accordées aux APC et APW seront consacrées davantage et avec précision, au sein du projet de loi relatif aux collectivités territoriales, qui consolidera et définira les prérogatives de l'élu dans différents domaines», a déclaré M. Bedoui dans son allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture d'une session de formation au profit des élus locaux au niveau de l'Ecole nationale d'administration (ENA), Moulay Ahmed-Medghri.

Le ministre de l'Intérieur a indiqué que son secteur accorde un intérêt soutenu à la formation des élus locaux «au regard de l'importance du rôle de l'élu en général et de l'élu local en particulier», consacré dans le code communal qui stipule que «l'élu communal est tenu de suivre des cycles de formation et de perfectionnement liés à la gestion», notamment en matière de développement.



Dans ce cadre, M. Bedoui a annoncé l'organisation prochaine d'une session de formation, au niveau national, au profit des élus, dans des domaines et thèmes liés principalement aux

PHOTO: R. «prérogatives et intérêts communs des collectivités locales, à l'instar des finances et du développement. Celle-ci sera suivie à l'avenir par d'autres sessions consacrées à différents thèmes», a-t-il ajouté.

Le premier responsable du secteur a indiqué que son département ministériel avait initié le projet de création d'un pôle de formation technique, à savoir : l'Ecole nationale des ingénieurs de la ville (Tlemcen), récemment créée et approuvée par le gouvernement lors de sa dernière réunion.

Cette structure qui vise à doter les collectivités locales de cadres techniques spécialisés dans la gestion des villes et leur assurer des programmes modernes dans ce domaine, entrera en service à la prochaine session de formation, a rappelé M. Bedoui, estimant que l'Ecole sera «pionnière en matière de promotion de nos villes au niveau des grandes villes urbaines».

S. K./APS

Enregistrée ces dernières 24 heures

## La hausse des températures, un phénomène «tout à fait normal»

La hausse des températures des dernières 24 heures dans le nord du pays est un phénomène «tout à fait normal», engendré par des vents soufflant de sud-ouest à sud ayant généré de l'air chaud vers les régions côtières et proche-côtières, a indiqué dimanche M<sup>me</sup> Houaria Benrekta, prévisionniste à l'Office national de météorologie (ONM). Les températures ont atteint 29 degrés à Alger, entre 26 et 27 degrés à l'Ouest et à l'Est du pays, a précisé à l'APS M<sup>me</sup> Benrekta, ajoutant que ce phénomène est causé par la montée d'un flux d'air chaud et sec vers le nord du pays, contenant notamment des «dépôts de sable» ayant généré un temps «*jour et maussade*» et une «*sensation de forte chaleur*». La prévisionniste a expliqué, à ce propos, qu'il s'agit d'un phénomène «tout à fait normal», du moment qu'il intervient dans une période de transition avec la fin de l'hiver et l'approche du printemps, marquée par «une variabilité de types de temps, avec des courants venant parfois du nord et parfois du sud». Selon le bulletin quotidien du suivi climatologique de l'ONM, les températures moyennes de la journée du samedi étaient «*extrêmement chaudes*» sur l'ensemble du pays, alors qu'à l'extrême sud-ouest, elles étaient «*exceptionnellement chaudes*». La même source relève que les

températures maximales ont connu les mêmes tendances que les températures moyennes, tandis que les minimales étaient «*chaudes*» à «*extrêmement chaudes*» sur

l'ensemble du pays. Les données fournies auparavant par le centre national de climatologie indiquent que les températures pour les mois de mars et avril seront «*légèrement au-dessus*» sur

de la normale» sur les régions côtières, proches côtières et les hauts plateaux. Quant aux précipitations attendues, elles seront, selon la même source, «*au-dessus de la normale*» sur

les régions côtières, proches côtières et les hauts plateaux, et «*légèrement au-dessus de la normale*» sur le Sahara oriental et le Nord Sahara.

Ali T.

Le président de la Commission de l'UA à Tlemcen

## Faki Mahamat insiste sur le rôle du PAUWES dans la formation des cadres africains

Le président de la Commission de l'UA à Tlemcen, Faki Mahamat, insiste sur le rôle du PAUWES dans la formation des cadres africains. Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a souligné dimanche à Tlemcen l'importance de la mission dévolue à l'Institut de l'Université panafricaine pour les sciences de l'eau et de l'énergie (PAUWES) en matière de formation des cadres de demain. Le président de la Commission de l'UA, qui a visité cet établissement

implanté au sein de l'Université Abou-Bakr-Belkaïd de Tlemcen, s'est adressé aux étudiants de l'Institut représentant 31 nationalités africaines pour les inviter à «*bien se former pour créer une Afrique intègre, prospère et stable grâce à la formation d'une ressource humaine de qualité*». «*Vous êtes les cadres de l'Afrique de demain*», a déclaré Moussa Faki Mahamat, en direction de ces étudiants, saluant l'engagement du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour la

concrétisation de cet institut, l'un des projets-phare de l'Union africaine. Auparavant, le président de la Commission de l'UA a suivi une présentation du projet d'aménagement des locaux de l'Institut ainsi que des réalisations et travaux effectués au sein de cet établissement. Au cours de cette visite dans la wilaya de Tlemcen, Moussa Faki Mahamat se rendra au nouveau pôle universitaire de Mansourah où il procédera notamment à la baptisation d'un amphithéâtre du nom de l'Union

africaine et visitera des laboratoires de travaux pratiques Energies renouvelables utilisés par les étudiants du PAUWES dans le cadre de leur formation. Le président de la Commission de l'UA est accompagné du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar. Il effectuera depuis samedi une visite officielle de trois jours en Algérie. Fahima N.

Santé

## Hasbellaoui reçoit le P-DG de General Electric et une délégation d'IPSEN

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, a reçu hier à Alger le président-directeur général et président du conseil d'administration de General Electric, John Flannery, et une délégation des laboratoires IPSEN, indique un communiqué du ministère. Les discussions entre les deux parties ont permis de «*faire un large*

tour d'horizon des perspectives de développement du groupe General Electric en Algérie dans les différents domaines d'expertise de ce leader mondial, notamment l'ingénierie pharmaceutique, l'ingénierie hospitalière et les systèmes globaux intégrés de gestion des données de santé et d'utilisation des TIC en santé», précise le même source. Par ailleurs, le ministre a reçu une

délégation des laboratoires IPSEN conduite par Etienne de Blois de «*Head of Intercontinental Region*». Les discussions entre les deux parties ont permis de «*faire un large tour d'horizon des perspectives de développement des laboratoires IPSEN en Algérie tant dans le domaine de la disponibilité des médicaments que dans celui du partenariat industriel*». Dans

ce cadre, les représentants des laboratoires IPSEN «*ont fait une présentation de leur projet de partenariat industriel pour la production en Algérie de médicaments utilisés en oncologie médicale et ont fait part de leur volonté de s'implanter de manière durable et plus forte en Algérie*», ajoute le communiqué du ministère.

R. S.

Un programme pour le relèvement de ce seuil

# 4 millions de dollars d'exportations de liège, chiffre jugé «très faible»

■ Les exportations de l'Algérie en liège et dérivés sont estimées à 4 551 603 dollars en 2017, un chiffre jugé «très faible» au vu des énormes potentialités disponibles dans ce domaine, selon le président-directeur général du Groupe GGR (Groupe génie rural) à Blida, Mahfoud Boucekka, qui a fait part d'un programme mis en place par le ministère de l'Agriculture pour le relèvement de ce seuil.

Par Assia D.

«**E**n dépit de son classement à la 3<sup>e</sup> place mondiale en matière de production de liège, l'Algérie n'en a exporté que 4 millions de dollars en 2017», a-t-il indiqué, jugeant «très faible» ce chiffre, comparativement aux «énormes capacités détenues par notre pays dans ce domaine», avant de révéler un plan d'action mis en place par le ministère de tutelle, par le biais du Groupe GGR, en vue de relancer cette filière et sa participation au soutien de la hausse des exportations hors hydrocarbures. En 2017, l'Algérie a exporté 4 551 603 dollars de liège, dont 230 508 dollars enregistrés à l'actif du Groupe GGR et le reste assuré par des opérateurs privés, a indiqué la source, précisant qu'une grande partie des exportations dans ce domaine est représentée par des bouchons et isolants en liège. Le liège est une ressource naturelle rare de par le monde. En effet, il est produit par sept pays seulement, à leur tête le Portugal, puis l'Espagne, suivi en 3<sup>e</sup> position par l'Algérie (avec une surface de 414 000 ha de subéraie, soit un taux de 18% de la production mondiale), puis le Maroc, la France, la Tunisie et l'Italie. La production nationale de liège a été estimée à 4 397 tonnes entre 2010 et 2017, selon le directeur technique du Groupe, Kerrouche Yahia, qui a signalé que la part de son entreprise dans cette collecte est de 90 000 qx/an, tout en

jugeant ce chiffre «très loin» par rapport à l'énorme potentiel de la subéraie nationale. Ce responsable a relevé que cette richesse nationale «n'est pas exploitée comme il se doit», notant que la démarche engagée par son Groupe, en vue d'une exploitation «idone» de cette ressource naturelle était «rare et noble» et ce, à travers le soutien des entreprises relevant du Groupe, au même titre que des opérateurs privés du domaine, ceci d'autant plus, a-t-il assuré, que la demande sur le liège et ses dérivés est «en constante hausse à l'échelle mondiale». L'objectif, à terme, étant, selon M. Kerrouche, de «réaliser un plus important chiffre d'affaires, conformément aux instructions du gouvernement préconisant une hausse des exportations hors hydrocarbures».

## Un plan ambitieux pour le relèvement des exportations de liège

Un plan d'action ambitieux, dont la mise en œuvre a été entamée début 2018, a été initié par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour protéger et valoriser cette ressource naturelle, avec l'implication de toutes les parties concernées, a, par ailleurs, déclaré M. Boucekka. Selon ce responsable, ledit plan préconise, en premier lieu, la modernisation des pépinières de liège par l'application de nouvelles techniques, tout en assurant une formation appropriée aux acteurs de la filière, avec l'impli-



PH/D. R.

cation de tous les organismes concernés. Parallèlement, il s'agit de l'extension de la subéraie nationale, le développement d'une industrie de transformation dans le domaine avec la diversification des produits dérivés du liège. Cette stratégie de développement de la filière liège, s'étalant sur plusieurs années, prévoit également des actions de repeuplement et de reboisement, parallèlement à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée apte à la bonne prise en charge de la collecte du produit, de sa préservation et de son stockage suivant les critères en vigueur, outre l'acquisition, au profit du secteur, d'équipements et outils de production modernes. La même stratégie englobe, en outre, l'engagement de conventions de formation spécialisée au profit des acteurs de la filière, avec l'Ecole nationale des forêts de Batna, et les Centres de formation d'agents techniques spécialisés en forêt (CFVA) de Jijel et Beni Slimane (Médéa), avec l'implication permanente des populations rive-

raines dans ces programmes. Par ailleurs, le P-DG du Groupe GGR n'a pas manqué de souligner l'importance du facteur information dans cette stratégie de promotion du secteur et ce, à travers, a-t-il dit, une «participation régulière aux salons nationaux et mondiaux et tout autre événement et manifestation en relation avec la filière». Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan d'action, une journée technique sur la filière liège a été organisée récemment à Chebli (Est-Blida) pour une valorisation des ressources naturelles hors hydrocarbures et une meilleure prise en charge de la production de liège. La manifestation a été sanctionnée par des recommandations portant notamment sur la nécessité du relèvement de la production de liège à un seuil de 200 000 qx/an (contre 90 000 qx actuellement). Un objectif préconisé, selon M. Boucekka, à travers la mise en œuvre d'un nombre de mesures, à leur tête la mise en place d'un système spécial interprofessionnel pour le contrôle et le suivi de la pro-

duction, l'actualisation des études d'aménagement des subéraies et leur réhabilitation (subéraies). Les intervenants à cette journée technique nationale ont, aussi, plaidé pour une promotion de la production de liège et de ses dérivés, tout en plaçant cette ressource naturelle d'importance qualifiée de «patrimoine national rare» sous le sceau de la «priorité». Une commission mixte, formée de différents opérateurs relevant de la filière, a été installée à l'occasion, pour assurer le suivi de l'application de ces recommandations.

A. D./APS

## Coopération énergétique Guitouni s'entretient avec l'ambassadeur de Singapour

LE MINISTRE de l'Energie, Mustapha Guitouni, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur de Singapour en Algérie, Mohammed Alami Musa, avec qui il a discuté des relations bilatérales notamment dans le domaine énergétique, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette entrevue, les deux parties ont également évoqué les moyens de développer des partenariats avantageux et d'intensifier les concertations en vue de concrétiser ensemble des projets structurants, en particulier dans les industries liées au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Ils ont par ailleurs discuté des projets communs en cours, notamment ceux liés au dessalement d'eau de mer en vue d'accélérer leur réalisation et d'en améliorer le rendement.

R. E.

Allemagne

## La fusion Deutsche Bank/Postbank va entraîner la suppression de 6 000 emplois

La fusion entre la banque allemande Deutsche Bank et sa filiale Postbank va entraîner jusqu'à 6 000 suppressions d'emploi dans les prochaines années, affirme le journal allemand Die Welt, des chiffres que Deutsche Bank a refusé de commenter. «Dans les quatre prochaines années, 1 500 salariés chaque année devront quitter l'entreprise via des programmes de départs volontaires ou en raison des fluctuations naturelles», affirme Die Welt dans son édition dominicale, citant des sources «proches des banques». 6 000 emplois sont donc concernés au total,

soit un cinquième des 30 000 emplois que comptent les deux établissements, écrit Die Welt. Les licenciements économiques sont exclus jusqu'à mi-2021, d'où la nécessité des départs volontaires, rappelle le journal. Une source proche de Deutsche Bank, première banque allemande, a refusé de confirmer ou d'infirmier ces chiffres selon les médias. «Nous ne donnons ni commentaires aucun chiffre avant d'avoir un projet discuté et décidé avec les partenaires sociaux», a par ailleurs indiqué Deutsche Bank dans un communiqué. «Nous ne communiquons sur les

mesures concrètes liées aux réductions d'emploi que lorsque nous avons atteint un objectif d'étape et que nous l'avons validé avec les représentants du personnel», a indiqué à Die Welt Christian Sewing, vice-président du directoire de Deutsche Bank. Mais selon le journal, «il est absolument clair que les banques vont devoir supprimer les doublons, ce qui sera précisément tranché après la fusion juridique des deux banques au deuxième trimestre de 2018», affirme encore Die Welt. Deutsche Bank avait déjà annoncé en décembre un programme

de départs volontaires qui, dans le cadre de la fusion avec Postbank, concernait un millier de postes. La fusion va se faire, a assuré M. Sewing au journal, «car il y a une volonté commune (d'y arriver) et parce qu'avec la fusion des deux banques, nous avons une nouvelle approche qui va clairement simplifier les structures et la gestion d'entreprise». Deutsche Bank avait annoncé en octobre l'absorption complète de sa filiale Postbank, qu'elle avait finalement renoncé à placer en Bourse.

Younès F./Agences

Béchar

# Un nouveau programme pour le renforcement de l'AEP

■ Ce projet, d'un coût de 450 millions DA, enveloppe dégagée au titre du programme sectoriel, «permettra une sécurisation des besoins en eau des populations, afin de faire face au rétrécissement, pour cause d'insuffisances, des apports des crues au remplissage du barrage de Djorf Ettorba, dont la retenue actuelle est de 56 millions m<sup>3</sup>».

Par Lyes B.

**L**e ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a annoncé à Béchar, un nouveau programme de renforce-

## Djelfa/ Hed S'hari et Ain Afka Une enveloppe de 110 millions DA pour améliorer le cadre de vie

UNE ENVELOPPE globale de 110 millions DA a été affectée pour des projets d'amélioration du cadre de vie des citoyens dans les communes de Hed S'hari et Ain Afka, a-t-on appris auprès des services de la wilaya de Djelfa. Lors d'une visite de travail effectuée dans ces deux localités du nord de Djelfa, le wali, Hamana Guenfaf, a annoncé l'affectation de 60 millions DA pour la commune de Hed S'hari et 50 millions DA pour celle d'Ain Afka, tout en instruisant les élus en vue de veiller à l'implication des citoyens dans l'acte de développement, notamment par la consultation. L'opportunité a donné lieu à l'inspection, à Ain Afka (110 km au nord de Djelfa), du chantier de réalisation d'un réservoir d'eau de 500 m<sup>3</sup>, où le wali a appelé les responsables en charge du projet à l'impératif de le livrer dans ses délais. Une salle omnisports enregistrant une forte fréquentation des jeunes de la localité a fait aussi l'objet d'une visite par le chef de l'exécutif de la wilaya. A Hed S'hari (90 km au nord de Djelfa), Hamana Guenfaf s'est d'abord rendu sur le chantier de réhabilitation du tronçon de la RN 89 reliant Hed S'hari et Bouirete Lehdeb, avant d'inspecter les chantiers de réalisation d'un demi-pensionnat au CEM «Dhifaoui-Meslem» et du siège de la sûreté urbaine, dont l'entreprise en charge a été instruite de l'impératif de sa livraison «dans les prochains jours». A l'issue de ces deux visites, le chef de l'exécutif de la wilaya s'est réuni avec les représentants de la société civile, dont les doléances et interventions ont été axées sur les besoins liés à l'électrification rurale et agricole, la réhabilitation du chemin de wilaya n° 89, le renforcement du staff de la polyclinique de Hed S'hari en médecins spécialistes, la promotion de l'annexe de la formation professionnelle en CFPA et l'ouverture d'un centre d'examen pour le baccalauréat, entre autres. R.R.

ment de l'alimentation en eau potable de cette wilaya dans le Sud-ouest. «Nous allons mettre en œuvre quatre nouveaux forages d'un global de 271 litres/seconde qui seront dotés d'un réseau de 17 km destinés au transfert vers la commune de Bechar du précieux liquide au profit de ses habitants», a précisé le ministre. Ce projet, d'un coût de 450 millions DA, enveloppe dégagée au titre du programme sectoriel, «permettra une sécurisation des besoins en eau des populations, afin de faire face au rétrécissement, pour cause d'insuffisances, des apports des crues au remplissage du barrage de Djorf Ettorba, dont la retenue actuelle est de 56 millions m<sup>3</sup>», a indiqué M. Necib. La station de traitement des eaux de ce barrage, dont la capacité de retenue est de 365 millions de m<sup>3</sup>, fera aussi l'objet de travaux de réhabilitation, de rénovation et d'extension, au titre du même programme de renforcement de l'AEP des villes de Bechar et Kenadza, a-t-il ajouté. Cette opération permettra à cette station d'augmenter ses capacités de traitement des eaux du même barrage à 44 000 m<sup>3</sup>/jour au lieu des 30 000 m<sup>3</sup>/j actuellement. Le ministre des Ressources en eau a aussi annoncé des travaux de surélévation de 1,4 mètre de la retenue du barrage de Djorf Ettorba, ce qui permettra un gain de 160 millions de m<sup>3</sup> de stockage des eaux des crues de l'oued-Guir, au titre d'une opération d'un coût de 160 millions DA portant sur le confortement de cet ouvrage hydraulique. En marge du programme de renforcement de l'AEP, Hocine Necib a aussi fait part du dégel du projet de réalisation de la station de traitement et d'épuration des eaux usées au profit du chef-lieu de wilaya. Cette nouvelle structure, dont le lancement des travaux est projeté courant de cette année, per-



mettra le traitement et l'épuration à l'aide de nouveaux systèmes, dit tertiaire, de plus de 40 000 m<sup>3</sup> d'eaux usées qui seront destinées à plusieurs utilisations, dont le remplissage du lit de Oued Béchar, dont l'étude d'aménagement et de reprofilage vient d'être finalisée.

## Une valeur ajoutée urbaine et environnementale

«Nous comptons concrétiser ce projet d'aménagement et de reprofilage de ce cours d'eau d'une longueur de 19 km pour en faire une valeur ajoutée urbaine et environnementale pour la commune de Béchar, où il est prévu également la réalisation de plusieurs projets attractifs au bénéfice de la population locale», a affirmé le ministre. Le programme de renforcement de l'AEP de Béchar et de Kenadza

va permettre aux habitants de ces régions d'être alimentés normalement en eau durant toute la prochaine saison estivale, a-t-il assuré. Auparavant, le ministre des Ressources en eau a pris connaissance du projet de rénovation du réseau d'AEP de Bechar, dont 375 000 mètres linéaires ont été complètement rénovés, soit un taux de 68%, ce qui s'est concrétisé par la satisfaction des besoins quotidiens en eau de 127 537 habitants sur un global de 209 077 habitants, soit un taux de 61%. Actuellement, le taux de la population desservie quotidiennement par ce réseau est passé de 6 à 30%, tandis que celui des populations desservies en un jour sur deux est passé de 55 à 45%. Ce dernier taux sera réduit incessamment avec la mise en service de trois réservoirs d'une capacité globale de 9 000 m<sup>3</sup>, a-t-on expliqué. M. Necib a également pris connais-

sance du développement des études en cours pour la réalisation de trois nouveaux barrages dans les communes de Beni-Ounif, Igli et Abadla, qui seront édifiés dans le cadre de la stratégie nationale de mobilisation des ressources hydriques superficielles, notamment dans le sud du pays, a-t-il dit. Le ministre des Ressources en eau a achevé sa visite de travail, d'une journée, dans la wilaya par l'inspection du projet d'une prise pour le traitement des eaux du barrage de retenue d'Abadla, qui dispose d'une capacité de stockage de un million de m<sup>3</sup>, des excédents des crues de ued-Zousfana et des lâchers d'eaux du barrage de Djorf Ettorba. Cette prise, d'un linéaire de 15 km, a nécessité un investissement sectoriel de plus de 250 millions de DA pour sa réalisation. Sa réception se fera avant fin 2018.

L. B./APS

Tamanrasset

## Plus de 2 000 logements publics locatifs prêts à être attribués

**U**ne tranche de plus de 2 000 logements de type public locatif (LPL), implantés dans la commune de Tamanrasset, est prête et sera attribuée à leurs bénéficiaires après finalisation des enquêtes administratives, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. S'exprimant en marge d'une rencontre tenue avec les représentants de la société civile, le wali de Tamanrasset, Djillali Doumi, a fait savoir que les efforts sont déployés pour finaliser le reste du programme d'habitat retenu et touchant les différentes régions de la wilaya de Tamanrasset, en vue de contribuer à l'amélioration des conditions de vie du citoyen. Le chef de l'exécutif de wilaya a signalé que 40% des LPL seront attribués aux jeunes de moins de 35 ans et les 60% restants à la catégorie d'âge des plus de 35 ans. M. Doumi a mis en avant également les

efforts consentis pour le raccordement de Tamanrasset en gaz naturel dans le but de renforcer la production électrique, à travers la réalisation de trois centrales dans les régions d'Arak, Moulay Lahcene et Amguid, en vue de contribuer, outre l'alimentation en électricité, à la dynamisation des projets de développement. Le même responsable a fait état, dans le cadre du développement des activités agricoles, d'un programme de réaménagement des périmètres agricoles et leur raccordement au réseau d'électrification. Retenue au titre de l'approche participative impliquant le citoyen dans le développement local, cette rencontre, qu'a abrité le siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tamanrasset, en présence de notables de la société civile et de représentants du mouvement associatif, a été mise à profit par le pré-

sident de l'APW, Abdallah Moulay Beradi pour passer en revue les programmes de développement local et de cerner les suggestions des citoyens. Les participants se sont félicités de cette rencontre qui, ont-ils indiqué, traduit la volonté des élus et de l'administration d'associer le citoyen dans les affaires de développement local. Ils ont, par la même occasion, soulevé une série de préoccupations afférentes aux projets de développement, dont la finalisation du revêtement du tronçon de la transsaharienne (RN-1) traversant la wilaya, la relance des chantiers de raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement, notamment au niveau de certaines villages, et l'organisation des marchés de proximité.

Hocine A.



Prisonniers politiques sahraouis au Maroc

# Adala UK dénonce les «conditions inhumaines» de détention

■ L'organisation Adala UK, qui milite en faveur des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé et basée au Royaume-Uni, a dénoncé encore une fois les «conditions inhumaines» imposées aux prisonniers politiques sahraouis au Maroc, notamment ceux faisant partie du Groupe de Gdeim Izik placés à l'isolement et privés de tous leurs droits fondamentaux, à savoir l'eau et la nourriture.



Par Sara H.

L'ONG a souligné, dans un communiqué, que deux des 22 prisonniers politiques sahraouis du groupe Gdeim Izik ont entamé une grève de la faim pour protester contre

les conditions «cruelles, inhumaines et dégradantes qu'ils sont forcés de subir dans les prisons marocaines». Elle a souligné que Naama Asfari poursuit sa grève de la faim qu'il a entamée le 27 février à la prison «Al Ayrat 1» où il est placé à l'isolement depuis 30 jours et privé de tous ses

droits fondamentaux en raison d'une décision «discriminatoire» prise par le nouveau chef de la prison. Adala UK rapporte que la famille de Naama n'a reçu aucune information sur l'état de santé de son fils puisqu'il a été privé de ses droits de visite, et ne peut également voir ses deux avo-

lates, Olpha Oulad et Ingrid Metonque, récemment expulsées de l'aéroport de Casablanca. Son compatriote Mohamed Tahlil, faisant également partie du même groupe de prisonniers politiques sahraouis, est en grève de la faim depuis le 5 mars 2018 pour protester contre les mauvais traitements qu'il a subis de la part des autorités et du personnel de la prison de Bozkarn, dans le sud du Maroc. Il a été privé de son droit de visite le 5 mars, sans aucune raison, relève l'ONG. Pour rappel, les prisonniers politiques de Gdeim Izik ont été transférés dans différentes prisons où les conditions ont été qualifiées d'inhumaines par des organisations des droits de l'Homme. Adala UK affirme qu'ils sont détenus dans des cellules avec des criminels et sont privés entre autres, d'eau potable et de nourriture, qu'essayent de leur faire parvenir des membres de leurs familles. Ils sont en outre «insultés verbalement et maltraités» par l'administration pénitentiaire. «Les conditions dans lesquelles vivent les prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines semblent faire partie d'un effort concerté de la part des autorités marocaines pour les isoler du monde extérieur et limiter leurs moyens d'informer sur les violations quotidiennes de leurs droits humains», affirme Adala UK. Elle ajoute que les prisonniers ont révélé avoir été «battus par des gardiens de prison et dépouillés de leurs biens person-

nels» pendant leur transfert. «Le traitement réservé aux prisonniers politiques sahraouis détenus au Maroc suite à des procès totalement injustes, témoigne d'un manquement honteux aux obligations qui incombent aux autorités marocaines en vertu des droits de l'homme», affirme Adala UK. L'ONG atteste que ces prisonniers «ne devraient même pas être en prison», mais au lieu de les libérer, les autorités marocaines les soumettent à «des conditions de plus en plus difficiles» ne leur laissant le choix que d'entamer la grève de la faim pour revendiquer leurs droits les plus élémentaires. Adala UK a souligné, à cet égard, l'«urgence» d'introduire des réformes dans le système pénal «cruel» du Maroc, soutenant que «les autorités marocaines doivent en toute urgence, garantir à tous les prisonniers politiques sahraouis, de la nourriture, de l'eau potable, des soins et des installations sanitaires adéquates». Elle a en outre exhorté les autorités marocaines à autoriser les observateurs internationaux à effectuer des inspections inopinées dans toutes les prisons où sont détenus les militants politiques sahraouis.

S. H./APS

Maroc/ Violences faites aux femmes

## Des associations critiquent une réforme «cosmétique et insuffisante»

La loi sur les violences faites aux femmes, adoptée récemment par le Maroc, continue de susciter les critiques des associations de défense des droits des femmes qualifiant cette loi de réforme «cosmétique» et insuffisante pour combattre ce fléau dans le royaume. Alors que le gouvernement marocain jubile d'avoir enfin sorti cette loi qui comporte «un certain nombre d'avancées», des associations et des organisations marocaines de défense des droits des femmes, citées par des médias locaux à l'occasion de la Journée internationale de la femme, critiquent vertement la mouture finale et reprochent au gouvernement de «n'avoir pris en considération ni leurs propositions, ni les recommandations phares du Conseil national des droits de l'Homme». C'est une réforme «cosmétique» et «insuffisante» pour combattre le fléau des violences faites aux femmes, selon la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) et l'Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM). Dans un communiqué conjoint, ces associations énumèrent les lacunes du texte, à commencer par la définition des violences faites aux

femmes, qui ne prend pas en compte les standards internationaux et qui n'est pas conforme aux engagements internationaux pris par le Maroc en matière d'égalité des genres. Attendu depuis de longues années, ce texte a été approuvé par le parlement marocain le 14 février dernier et la loi entrera en vigueur six mois après sa publication au Journal officiel du Maroc. L'une des lacunes des plus graves, selon les acteurs associatifs, concerne l'absence de pénalisation du viol conjugal. En outre, soulignent les associations, la loi réprime les mariages précoces, mais permet en même temps aux juges de délivrer des exemptions et rallonge le délai de cinq à dix ans pour la régularisation de mariages informels. De plus, soulignent ces organisations, cette loi prévoit l'ajout de trois nouveaux articles au code pénal qui permettraient l'abandon et l'annulation de toute poursuite judiciaire si la victime en exprime le souhait. «De telles dispositions seraient susceptibles d'augmenter les risques pour la victime, qui pourrait subir des pressions ou des formes de chantage la poussant à demander l'abandon des charges», expliquent les associations, qui soulignent que «de fait, les femmes violentées abandonnent leur plainte

en raison de pressions familiales». En outre, la loi limite la capacité des associations à se constituer partie civile dans les affaires de violences alors qu'il s'avère nécessaire de renforcer et de faciliter l'implication de la société civile. Les défenseurs des droits des femmes reprochent à la nouvelle loi de limiter la marge de manœuvre des associations dans les affaires de violence à l'égard des femmes en stipulant un accord écrit de la victime. Or, celle-ci peut se trouver dans l'incapacité physique ou mentale d'octroyer cette autorisation ou faire l'objet de pressions de la part de son entourage. Les associations affirment leur détermination à rester mobilisées en faveur de l'adoption d'une véritable loi intégrale de lutte contre les violences faites aux femmes. Celle-ci devra être basée sur une approche globale de la violence à l'égard des femmes dans l'espace public et l'espace privé, et fournir une définition complète de toutes les formes de violences conformément aux standards internationaux, affirment les organisations. Selon une étude effectuée par le gouvernement marocain, 3% seulement des femmes ayant subi des violences conjugales en avaient informé les autorités.

Amel N./Agences

## Libye Plus de 250 migrants secourus

AU MOINS 252 migrants, qui tentaient de rejoindre l'Europe par la mer, ont été secourus samedi par les gardes-côtes libyens lors de deux opérations distinctes, a indiqué la marine libyenne. Le capitaine Rami al-Hadi Ghomeda a expliqué que 140 migrants, dont 14 femmes et quatre enfants, avaient été récupérés sur une embarcation «à 16 milles marins au nord de Zawia» (ville 45 km à l'ouest de Tripoli). Selon cet officier de la marine, ils ont été ramenés à la base navale de Tripoli avant d'être transférés vers un centre de rétention. La deuxième opération s'est déroulée à 30 milles marins de Garaboulli (60 km à l'est de Tripoli) où «112 migrants, dont 30 femmes et trois enfants, à bord d'un pneumatique» ont pu être secourus, a indiqué le général Ayoub Kacem, porte-parole de la marine libyenne. «Les migrants, originaires de pays africains (...), ont bénéficié de soins médicaux avant d'être transférés au centre de rétention de Tajoura», localité située à une trentaine de kilomètres à l'est de Tripoli, a précisé le général Kacem.

R. M.



## États-Unis

# Trump prédit un «immense succès» aux pourparlers avec Pyongyang

■ Le président américain Donald Trump s'est dit convaincu, samedi, que les pourparlers historiques qu'il doit tenir d'ici fin mai avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un seraient un «immense succès», Pyongyang voulant désormais «faire la paix».

Par Rosa C.

«Je pense qu'ils veulent faire la paix. Je pense qu'il est temps», a déclaré M. Trump lors d'une réunion politique en Pennsylvanie, face à des militants par ailleurs ravis du virage protectionniste de la politique commerciale américaine. Donald Trump a ajouté avoir confiance dans l'engagement du régime nord-coréen à ne pas tirer de missile d'ici sa prochaine rencontre avec Kim Jong Un. Le président s'exprimait en banlieue de Pittsburgh, dans le cadre d'un meeting de soutien à un candi-

dat républicain en difficulté, à trois jours d'une législative incertaine en Pennsylvanie. Cet Etat pivot de la «Rust Belt» avait été décisif dans la victoire électorale de M. Trump en 2016 et c'est notamment à destination de cet électoralat que le président vient d'imposer des lourdes taxes sur l'acier et l'aluminium importés. Le locataire de la Maison-Blanche avait plus tôt affiché un grand optimisme dans le sillage de l'annonce spectaculaire jeudi d'un sommet à venir avec Kim Jong Un. «Je pense que concernant la Corée du Nord ça va très bien se passer, je pense que nous rencontrerons un immense

succès, que ça va être quelque chose de très fructueux. Nous avons un énorme soutien», avait-il déclaré à des journalistes avant de s'envoler vers la Pennsylvanie. «La promesse (de Pyongyang), c'est qu'ils ne vont pas tirer de missiles entre temps, et qu'ils envisagent de dénucléariser. Cela serait formidable», avait ajouté M. Trump. Un peu plus tôt, le président avait rappelé sur Twitter que la Corée du Nord n'avait «pas mené d'essai de missile depuis le 28 novembre 2017», et qu'elle avait «promis de ne pas le faire» pendant la phase de rencontres entre les deux dirigeants. «Je pense qu'ils vont tenir leur promesse !», avait-il ajouté. Sur le réseau social, M. Trump est également revenu sur sa conversation téléphonique de vendredi avec son homologue chinois Xi Jinping. «Le président Xi m'a dit qu'il appréciait que les Etats-Unis essaient de résoudre le problème diplomatiquement plutôt que d'utiliser l'option la plus inquiétante. La Chine continue de nous aider !», a tweeté Donald Trump. La Maison-Blanche avait annoncé vendredi que les deux chefs d'Etat s'étaient «engagés à maintenir la pression et les sanctions jusqu'à ce que la Corée du Nord prenne des décisions vers une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible». «J'apprécie les intentions positives de M. le président (Trump) afin de parvenir à une résolution pacifique du



PH. A. R.



## Points chauds

### Réélection

Par Fouzia Mahmoudi

Sans grande surprise Marine Le Pen, seule candidate à sa succession, a été élue sans suspense présidente du Front national, avec 100% des suffrages exprimés, à l'issue d'un vote par correspondance dont les résultats ont été proclamés hier, lors du congrès du parti à Lille. La finaliste de la présidentielle, âgée de 49 ans, entame un troisième mandat à la tête du parti qu'elle dirige depuis qu'elle a succédé à son père, en 2011. Les militants ont également voté pour élire les 100 membres du nouveau conseil national (ex-comité central), le «parlement» du parti. Pas de grands changements à ce niveau-là, avec notamment la présence d'historiques comme Bruno Gollnisch et Marie-Christine Arnautu, proches de Jean-Marie Le Pen et opposés à un changement de nom, parmi les 10 premiers élus. Peu de surprise, donc, parmi les cadres de la «refondation» plébiscités par les adhérents, les 10 plus hauts scores réunissant sensibilités mariniste (Steeve Briois, Sébastien Chenu) et plus identitaire (Nicolas Bay, Stéphane Ravier), proches de Marine Le Pen (Aliot, son compagnon, arrive en tête) et de son père (Gollnisch, Arnautu). Les militants ont par ailleurs adopté (à 79,7%) les nouveaux statuts du parti, qui comprennent notamment la fonction de président d'honneur, occupée depuis 2011 par le cofondateur du parti, Jean-Marie Le Pen. Ce dernier avait été exclu en 2015 à la suite de propos polémiques répétés sur la Shoah. Cette exclusion a donné lieu à une longue bataille judiciaire entre le père et la fille. Le 9 février, la cour d'appel de Versailles avait confirmé l'exclusion de Le Pen père mais l'avait laissé à ses fonctions de président d'honneur. Ce vote rend caduque cette décision judiciaire. Aujourd'hui, c'est vers le futur que les regards se tournent avec de nouvelles opportunités à venir. La plus frappante venant de Thierry Mariani, ancien ministre LR de Nicolas Sarkozy, qui plaide pour un «rapprochement» avec le Front national. Affirmant que Les Républicains «n'ont plus d'alternatives» après le rapprochement des centristes avec Macron, «à quelques exceptions près», l'ex-député des Français de l'étranger, battu aux dernières législatives, interroge : «Peut-on arriver au pouvoir tout seul ? Peut-on constituer une majorité sans alliés ? La réponse est non». «Sans alliés, nous allons rester dans l'opposition pour longtemps. Il est temps de renverser la table. Le Front national a évolué. Regardons si un accord ou un rapprochement sont possibles», affirme celui dont le nom a été cité récemment par des responsables FN comme allié potentiel pour les élections européennes de 2019. «Si on veut des alliés, ils seront forcément de ce côté-là si on veut appliquer un programme de droite. On nous a très longtemps expliqué que tout rapprochement était impossible avec le FN. A l'époque de Jean-Marie Le Pen, c'était justifié. Aujourd'hui, ça l'est de moins en moins». «Pourquoi ne pourrait-on pas avoir au moins des discussions ? Le FN change de nom, ce qui est un signe. C'est le moment de réfléchir à autre chose», poursuit Mariani, alors que Marine Le Pen a proposé hier de rebaptiser le parti. Mais les propos de Mariani, pour encourageants qu'ils puissent être, restent ceux d'une personne et non d'un parti, qui pour le moment continue à camper sur son aversion du FN, laissant ainsi le mouvement frontiste, pour le moment, seul et sans alliés et cherchant désespérément à se remettre d'une présidentielle ratée. F. M.

problème de la péninsule coréenne», avait salué Xi Jinping lors de l'appel téléphonique vendredi, selon des propos rapportés par l'agence Chine nouvelle. Principale voix discordante, Hillary Clinton a pour sa part estimé que le gouvernement Trump ne voyait pas le «danger» représenté par des discussions avec Pyongyang. «Si vous voulez discuter avec Kim Jong Un de ses armes nucléaires, il vous faut des diplomates expérimentés», a expliqué l'ancienne responsable de la diplomatie américaine dans une interview publiée samedi par le journal néerlandais *Algemeen Dagblad*. «Il faut des gens qui connaissent bien les dossiers et qui savent déchiffrer les Nord-

Coréens et leur langage», a ajouté la candidate malheureuse à la présidentielle de 2016. L'actuel secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, en tournée en Afrique, a de son côté annulé son programme pour samedi à Nairobi.

Il «ne se sent pas bien après deux longues journées à travailler sur des questions importantes comme la Corée du Nord», a justifié le sous-secrétaire d'Etat Steve Goldstein. Le lieu et la date de la possible rencontre entre Kim Jong Un et Donald Trump n'ont pas encore été arrêtés, mais elle devrait se tenir «d'ici mai», selon Chung Eui-yong, conseiller national sud-coréen à la Sécurité. R. C.

## Chine

## Xi Jinping, patron tout puissant d'une Chine «renaissante»

C'est le plus puissant dirigeant chinois depuis au moins un quart de siècle : omniprésent dans les médias, Xi Jinping, 64 ans, fait l'objet d'une propagande permanente qui a relancé un quasi-culte de la personnalité et le présente en leader infaillible. Il dirige déjà la Chine d'une main de fer depuis cinq ans et pourra désormais rester président de la République populaire aussi longtemps qu'il lui plaira, à la faveur d'une modification de la Constitution qui a hier supprimé la limite de deux mandats. Cette restriction avait été imposée pour éviter l'autoritarisme et les luttes intestines ayant marqué le règne de Mao Tsé-toung (1949-1976), père fondateur du régime. Or, M. Xi, tête ronde et silhouette massive, surnommé affectueusement «Tonton Xi» (Xi Dada) par le grand public, est parfois comparé à Mao pour le culte dont il fait l'objet et la concentration des pouvoirs qu'il a accumulés. Secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), président du pays, chef de la commission militaire centrale... Xi Jinping cumule depuis 2012 les fonctions à la tête de la deuxième

puissance mondiale. Dans les boutiques de souvenirs, des assiettes et bustes à son effigie côtoient les objets commémorant Mao. L'homme fort de Pékin monopolise le journal télévisé du soir, bien plus que ne l'avaient fait ses prédécesseurs. Les images le montrent recevant des dirigeants étrangers, discourtant devant des assemblées de cadres et de militaires qui l'applaudissent frénétiquement, ou visitant des campagnes pauvres et des usines. Ces mises en scène s'accompagnent d'une répression féroce contre les dissidents et d'une censure drastique étouffant les voix dissonantes, au nom de «la stabilité sociale». Omniprésent à la une des journaux, M. Xi est présenté par la propagande comme le visage rassurant d'un pays désormais plus sûr de lui. Il reste apprécié d'une bonne partie de l'opinion, qui voit en lui le porte-étendard d'une «grande renaissance» de la Chine, à nouveau puissante et respectée après un siècle et demi de déclin et d'humiliations. Xi Jinping est né dans un milieu privilégié, le 15 juin 1953 à Pékin, il est le fils de Xi Zhongxun,

l'un des fondateurs de la guérilla communiste, et appartient à la puissante caste des «princes rouges», ces descendants des révolutionnaires arrivés au pouvoir en 1949 avant d'être broyés par les purges de Mao. Mais M. Xi cherche volontiers à gommer ses origines et cultive une image de dirigeant proche du peuple : la propagande insiste sur sa vie frugale dans une grotte à la campagne pendant la «Révolution culturelle» (1966-76) ou le montre dégustant de simples raviolis dans une ruelle pékinoise. Après les troubles de la fin maoïste, il décroche à la fin des années 1970 un diplôme d'ingénieur chimiste de la prestigieuse université Tsinghua à Pékin. Mais il fait carrière dans l'appareil du Parti, où il entre à 20 ans. Gouverneur du Fujian en 1999, patron du Parti au Zhejiang en 2002, deux provinces côtières vitrines des réformes économiques, il entre en 2007 au Comité permanent du Bureau politique, le cénacle dirigeant du PCC, dont il prendra les rênes en novembre 2012, avant d'être automatiquement désigné président du pays.





«Raconte-moi Alger» de Mohamed Arezki Himeur

# Un guide pour voyager dans le temps

■ «Raconte-moi Alger» est un livre pas comme les autres. Il est une sorte de «capsule» à télé-transporter le lecteur à travers les époques et les civilisations. Ce «beau-livre», riche et séduisant, décline Alger et ses charmes sous huit itinéraires ficelés, illustrés et bien documentés. Il raconte ses princesses, ses mausolées et ses héros. Il met la lumière sur ses quartiers, ses souks et les moindres recoins de ses mythiques bâtiments.

Par Aomar Fekrache

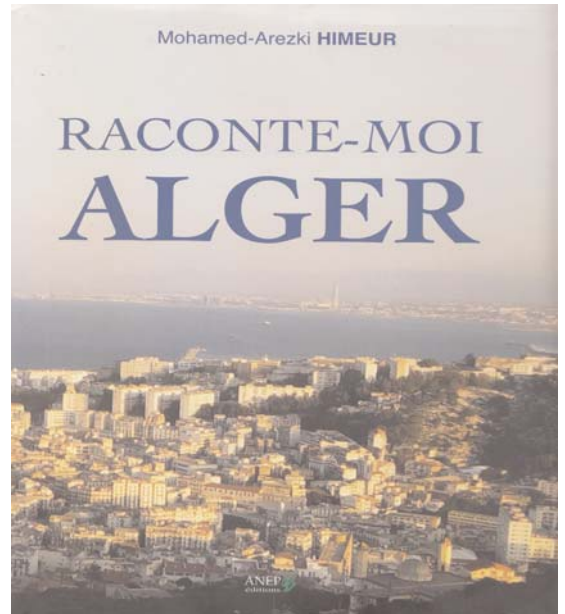
Chaque détail est une information et chaque information suscite la curiosité, sinon l'étonnement et la magnificence.

Écrit par Mohamed-Arezki Himeur, El Bahdja redevient, l'espace d'une lecture, grâce à la plume chevronnée, le regard acéré et connaisseur de ce journaliste avéré, la métropole qu'elle fut. Sur 203 pages, cet ouvrage, véritable guide touristique à recommander, fait aimer la capitale algérienne. Sans complaisance, ni stéréotype désuet, Alger, Mecque des révolutionnaires et terre d'exil pour rois, est présentée sous ses différentes facettes. On y trouve sa prestigieuse histoire séculaire, ses hauts faits d'armes et ses péchés mignons relatés tantôt sobrement, tantôt par des anecdotes croustillantes. Arezki Himeur, en vrai professionnel de l'information, a su concilier, intelligemment, la petite et la grande Histoire d'une cité chantée, adu-

lée et parfois violée et délaissée par ses nombreux prétendants. Une grande ville qui, encore une fois depuis son existence, est en train de renaître de ses cendres. Et pour cause, elle est immortelle de par la qualité des hommes et des femmes qu'elle a accueillis ou pourchassés, ses légendes à faire rêver et son long parcours, ô combien mouvementé. Ce livre a cette force de nous rendre triste, méfiant, fier, euphorique au fil des pages. On y plonge des les premières lignes et on se laisse emporter, aidé par des photos d'une capitale que ses habitants oublient d'apprécier et de mieux connaître.

Tombeau des deux princesses, Mausolée de Sidi Hellal, trésor de La Casbah et son barbier ayant eu le privilège de raser la barbe de Karl Marx, l'ancienne Icosium est un condensé de merveilleuses histoires originales, à connaître, à partager et pourquoi pas à vendre à des touristes en quête de découverte. Cet ouvrage a surtout ce mérite

de nous montrer le visage attrayant d'une capitale, jusqu'à complexée par sa beauté et ses attributs. Elle n'a rien à envier aux plus belles destinations touristiques au monde. Sa beauté est restée sauvage, à l'état brut ou carrément en décrépitude malgré les grands chantiers lancés dernièrement. Qui au monde ne voudrait pas visiter la grotte de Cervantès, la maison d'Albert Camus ou apprendre «la manière raffinée de la tenue vestimentaire de l'Algérien» telle que décrite par «le prophète du socialisme». «Le plus misérable des maures surpasse le plus grand comédien d'Europe dans l'art de se draper et de prendre une attitude pleine de naturel, de grâce et de dignité», écrivait Karl Marx dans l'une de ses correspondances. «Raconte-moi Alger» est un livre pas comme les autres parce qu'il nous permet de sortir des sentiers battus de cette grande ville, sans le moindre risque de s'égarer. Et il nous apprend ce que beaucoup de ses fous amoureux ignorent



d'elle. «Sur une plaque de marbre apposée contre le mur à l'entrée de l'immeuble n° 8 de la rue Didouche Mourad, on peut lire que le docteur Etienne Sergent résida dans ce bâtiment pendant qu'il (...) inventait le sérum antiscorpionique». Hélas, rares sont ceux qui le savaient ! La débâcle de Charles Quint, la chaîne des

janissaires, les hammams, les cafés et les jardins, etc. Alger, ce sont aussi des projets qui promettent un bel avenir, à découvrir dans ce livre disponible dans toutes les librairies.

«Raconte-moi Alger», de Mohamed Arezki Himeur. 203 pages. Prix 2200 DA. ANEP Editions. A. F.

## Chanson d'expression kabyle

### Hommage appuyé à Nouara à Alger

Un hommage appuyé a été rendu, samedi à Alger, à la chanteuse Nouara, une des divas de la chanson algérienne d'expression kabyle, par l'Association artistique et culturelle du «3<sup>e</sup> Millénaire», devant un public nombreux. Le public du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA) est venu nombreux manifester sa grande reconnaissance à celle qui aura marqué la chanson algérienne dès les années 1960, par la qualité de ses interprétations avec une voix singulière qui a attiré les plus grands auteurs et compositeurs de musique de son époque. Accueillie par un public debout, sous les applaudissements et les youyous, Nouara est entrée en musique, foulant le long de la salle sous les rythmes du t'bel et les sonorités stridentes de la ghaïta de la troupe folklorique kabyle (idebbalen) «Thafath» de Tizi Ouzou, avant de s'installer sur scène à côté de la grande comédienne Chafia Boudraâ. Des artistes de renom, anciens et nouveaux, ont été conviés pour animer cet hommage, Nadia Benyoucef, El Ghazi, Abdelkader Chaou, Samir Toumi, Brahim Tayeb, Meziane Izourane et en invité surprise, Baâziz, soutenus par les dix musiciens de l'orchestre de variété algérienne «El Bahdja», sous la direction du percussionniste Abdelkrim Benaziz, au plaisir d'un public conquis, qui a interagi avec les artistes en reprenant leurs

refrains dans la délectation, les applaudissant chaleureusement. Dans une ambiance festive, Nadia Benyoucef, ouvrant la cérémonie, a choisi d'interpréter quelques chansons du patrimoine andalou, avant de clore sa prestation avec «*Twahacht El Behdja*» de Cheikh El Hachemi Guerrouabi. Alternant les genres, entre variété algérienne et chanson kabyle, l'annonce a été faite à Meziane Izourane de monter sur scène, interprétant notamment, «*Ansi dekkigh*», une chanson inédite que le public a appréciée, avant de clore son passage avec «*Azahriw anda then'sidh*», une chanson de la grande Chérifa. Guitare à la main, El Ghazi, qui a eu droit à un accueil triomphal, a, à son

tour, enchanté l'assistance avec trois de ses anciennes chansons qui ont fait sa célébrité, dont «*Ya mahla del aâchija*» que le public a repris en chœur, avant de céder la scène à Samir Toumi qui, pour sa part, a prévu une ambiance chaâbi, reprenant notamment, entre autres pièces, «*Yal meknine ezzine*» de Mohamed El Badji. Sans être annoncé, Baâziz, surprise de la cérémonie que le public a chaleureusement accueilli, a fait son entrée par le fond de la salle, avec «*Bladi ya bladi*», une de ses célèbres chansons, dédiée à l'amour de l'Algérie qui a créé de l'entrain parmi les spectateurs, ravis de le retrouver après une absence jugée, selon eux, «trop longue». Brahim Tayeb, qui ne

quitte jamais sa guitare, est ensuite intervenu, pour apaiser l'atmosphère, embarquant l'assistance dans la douceur de ses partitions, avec «*Oussane enni*», notamment, une chanson nostalgique qui a fait son succès, pour laisser la scène au moment de la cérémonie, Nouara, interprétant avec une voix qui n'a pas pris une ride, un «*Achwiq*» (chant berbère libre de femmes) suivi de «*A thin yurane dhe'guekhfiw*», une de ses nombreuses pièces qui a marqué la chanson algérienne. En clôture, Abdelkader Chaou a fait son entrée sous les applaudissements du public qui a eu droit à quelques pièces du patrimoine, avant d'enchaîner, «à la demande de Nouara», a-t-il lancé au public, «*El Kesba wana*

*wlid'ha*», une de ses dernières chansons qu'il a interprétée avec la voix pure et étoffée qui lui est connue. Auparavant, le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, accompagné par le directeur de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda), Sami Bencheikh El-Hocine et le directeur du TNA, Mohamed Yahiaoui, est monté sur scène pour remettre à Nouara la médaille du mérite et le trophée honorifique, pour voir ensuite plusieurs personnalités du monde de la culture se succéder pour remettre des présents à l'artiste mise à l'honneur. D'autres hommages avaient été rendus à Nouara, en 2012 à Alger et en 2017 à Béjaïa notamment. Adéla S.

## Exposition

### Designers algériens et italiens exposent au MaMa

Une exposition collective réunissant les travaux d'une trentaine de designers algériens et italiens, mettant en avant des créations basées sur le recyclage et les matériaux renouvelables, a été inaugurée samedi à Alger. Organisée au Musée des arts modernes d'Alger (MaMa), cette exposition, intitulée «Le design italien rencontre le design algérien» se tient dans le cadre de la 2<sup>e</sup> édition de «La journée du design italien dans le monde» qui prévoit une centaine d'événements dans plusieurs villes du monde. Les visiteurs de cette exposition sont conviés à découvrir l'évolution du design italien, depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et ses adaptations et utilisations dans différentes industries comme l'automobile, la mode, l'ameublement, ou

encore le packaging à travers des panneaux d'information. Dans le domaine de l'ameublement plusieurs designers algériens ont présenté des créations réalisées en matériaux recyclés comme les poufs en carton de Yasmine Sendid, le fauteuil «Poséidon» en algue sèche de Feriel Gasmî Issiakhem, les tables basses en cuivre «Tektouketes» de Jamel Matari, ou les tabourets «Tchitchi» réalisés en carton par Nabila Kalache. Plusieurs autres designers algériens ont présenté des travaux sur le luminaire à l'exemple de la série «Light Fez» de Ryad Aissaoui qui détourne des chechia (couvre-chefs) et des supports, carton ou métal, en objets lumineux typiques, «Ecaïlles d'argile» des bougeoirs muraux en argile de Samia Merzouk,

ou «Variations d'automne» de Rym Djellouli Ferdjoui. La créatrice italienne Maddalena Vantaggi expose une série d'objets manufacturés en cuir et des luminaires, alors que plusieurs studios italiens de design proposent des objets du quotidien revisités, parfois détournés, pour faire ressortir «L'âme des petites choses». Cette exposition a été inaugurée par le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, et l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pascale Ferrara. Dans le cadre de cette manifestation l'Institut culturel italien d'Alger avait organisé des ateliers pour les étudiants de l'École supérieure des beaux-arts à Alger. L'exposition «Le design italien rencontre le design algérien» se poursuit au MaMa jusqu'au 10 avril. Racim C.

ou «Variations d'automne» de Rym Djellouli Ferdjoui. La créatrice italienne Maddalena Vantaggi expose une série d'objets manufacturés en cuir et des luminaires, alors que plusieurs studios italiens de design proposent des objets du quotidien revisités, parfois détournés, pour faire ressortir «L'âme des petites choses». Cette exposition a été inaugurée par le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, et l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pascale Ferrara. Dans le cadre de cette manifestation l'Institut culturel italien d'Alger avait organisé des ateliers pour les étudiants de l'École supérieure des beaux-arts à Alger. L'exposition «Le design italien rencontre le design algérien» se poursuit au MaMa jusqu'au 10 avril. Racim C.



## Coup-franc direct

Quand la confiance vient à manquer

Par Mahfoud M.

La JS Kabylie est encore dans une situation difficile. Ce qui la complique encore plus, c'est le fait que le club n'arrive pas pour le moment à retirer la licence du nouvel entraîneur, Youcef Bouzidi, en raison de la non résiliation du contrat de Saâdi. Au lieu de discuter avec ce dernier et le rassurer quant à la possibilité de trouver une solution à l'amiable, le président Mellal a préféré l'ignorer complètement tout en croyant que la Ligue allait délivrer le plus normalement du monde la licence de Bouzidi, ce qui est faux. Mellal aurait dû s'entendre avec Saâdi et régler ce problème définitivement pour ensuite commencer le travail et tenter de sauver l'équipe de cette situation. Mais cela n'a pas été le cas et le club paye le prix du bricolage. D'ailleurs, beaucoup pensent que la raison de la défaite de l'équipe face à l'USMH est due en grande partie à ce problème de licence qui a perturbé les joueurs qui ont préparé le match avec un coach qui n'a pas pu être sur le banc le jour «J». Les dirigeants doivent se reprendre et savoir que ce n'est pas avec cette mentalité qu'ils géreront un grand club comme la JSK. Il faudra vite se remettre au travail et éliminer certains réflexes dépassés.

M. M.

## Leicester city Mahrez porte les Foxes face à West Bromwich Albion

AVEC UN but et une passe décisive, l'international algérien de Leicester City, Riyad Mahrez, a joué un rôle déterminant dans la victoire de son équipe chez West Bromwich Albion (4-1), en match disputé samedi pour le compte de la 30<sup>e</sup> journée de Premier League anglaise de football. Menés dès la 8', sur un but de Rondon, les «Foxes» se sont en effet remis au talent de leur international algérien pour renverser West-Brom, d'abord comme passeur pour Jamy Vardy à la 21', puis comme buteur à la 62', sur un service du Nigérien Iheanacho. A un quart d'heure du coup de sifflet final,

ce même Iheanacho a profité d'une belle passe de Chillwell pour corser l'addition (3-1), avant qu'Albrighton ne scelle définitivement le succès des Foxes, en ajoutant un 4<sup>e</sup> but à la 90'+3. Il s'agit du 10<sup>e</sup> but personnel et 9<sup>e</sup> passe décisive pour Mahrez cette saison, lui qui avait décroché le titre de meilleur joueur du championnat anglais en 2016. Grâce à cette précieuse victoire en déplacement, Leicester conforte sa huitième place au classement général avec 40 points, au moment où West Bromwich Albion reste lanterne rouge, avec seulement 20 unités au compteur.

### USMH

## Laib optimiste pour l'avenir de l'équipe

LE PRÉSIDENT du directoire installé pour gérer l'USM El-Harrach, Mohamed Laib, s'est réjoui de la «bonne réaction» de son équipe, vainqueur vendredi à domicile de la JS Kabylie (2-0) dans le cadre de la 22<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 de football, soulignant que le destin était désormais entre les mains de ses joueurs dans l'optique du maintien. «Sous la conduite de l'entraîneur Aziz Abbès, nous sommes en train de monter en puissance, contrairement au travail de bricolage effectué avec l'ancien staff. La victoire face à la JSK nous permet de nous relancer pour le maintien, d'autant qu'on aura un calendrier assez favorable à gérer», a affirmé le premier responsable de l'USMH. Dans son antre du 1<sup>er</sup>-Novembre d'El-Mohammadia plein à craquer, l'USMH n'a pas raté l'occasion de s'offrir la JSK, un concurrent direct pour le maintien, et surtout mettre fin à quatre journées sans la moindre victoire. Le dernier succès du club algérois remonte à la 17<sup>e</sup> journée en déplacement face au CR Belouizdad (1-0). Grâce à cette victoire, le club banlieusard compte désormais

21 points, mais reste toujours en position de reléguable, à huit journées de l'épilogue. «Le prochain match en déplacement face à la lanterne rouge l'USM Blida sera décisif pour le maintien, avant de recevoir le Paradou AC chez nous. Deux rendez-vous qui seront déterminants», a-t-il ajouté. En matière de gestion, Mohamed Laib a annoncé l'organisation d'une assemblée générale extraordinaire (AGEx) «dès que le club assurera son maintien», suivie d'une assemblée générale élective (AGE).

# Ligue 1 Mobilis (22<sup>e</sup> journée) Le CSC conforte son fauteuil, le PAC sur le podium

■ Le CS Constantine a conforté son fauteuil de leader, hier après-midi, en venant à bout de la formation du CR Belouizdad qu'il a battue sur le score de (1/0) pour le compte de la 22<sup>e</sup> journée de la Ligue 1 Mobilis. Le PAC s'est imposé à Tadjenant face au DRBT et se hisse sur le podium avec 35 points.

Par Mahfoud M.

Le CS Constantine a réussi l'essentiel lors de ce match qui l'a opposé au Chabab samedi soir au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine. Le meneur de jeu Toufik Zerara a inscrit l'unique but de cette rencontre, d'un tir bien placé à la 5<sup>e</sup> minute de jeu, et n'a laissé aucune chance au gardien belouizdadi Salhi. Grâce à cette courte mais précieuse victoire, les Sanafir portent leur capital à 45 points, ce qui leur procure une avance de sept longueurs sur leur premier poursuivant au classement général, le MC Oran. Le club d'El Hamri compte cependant deux matchs en moins. Le premier ce lundi contre le MC Alger pour le compte de la 22<sup>e</sup> journée et le second le vendredi 16 mars, contre l'US Biskra pour le compte de la 23<sup>e</sup>. Pour sa part, ayant mal négocié son dernier déplacement à Constantine, le Chabab reste scotché à la 11<sup>e</sup> place du classement général, avec 24 points.

De son côté, le Paradou AC a rejoint l'USM Alger sur la troisième marche du podium, après sa précieuse victoire en déplacement contre le DRB Tadjenant (2-1), qu'il a maintenu dans une position de premier reléguable, avec six points d'avance sur la lanterne rouge, l'USM Blida, battue (1-0) chez l'USM Bel-Abbès, au moment où le NA Hussein Dey a été tenu en échec à domicile par la JS Saoura (0-0). Les Pacistes ont pleinement profité



Les Sanafir toujours aux commandes

de la mauvaise passe que traverse actuellement le DRBT, ouvrant le score dès la demi-heure de jeu par El Mellali, avant que leur baroudeur Zakaria Naïdji n'ajoute un deuxième but, sur penalty à la 88'. Pensant avoir définitivement tué le match après ce but, les Algérois se sont quelque peu relâchés, ce qui a permis au DRBT de réduire le score dans le temps additionnel, grâce à Laïb (90'+5). Mais sans plus, car il était déjà trop tard pour espérer faire mieux. D'ailleurs, l'arbitre de la rencontre n'a pas tardé à siffler la fin du match sur une précieuse victoire du Paradou, qui se hisse donc sur la troisième marche du podium, ex aequo avec l'USM Alger, avec 35 points chacun. De son côté, le DRBT reste premier club reléguable, avec 21 points,

soit avec six longueurs d'avance sur la lanterne rouge, l'USM Blida, qui a été battue (1-0) chez l'USM Bel-Abbès. Une réalisation signée Bouguelmouna (51'), qui propulse le club de Si-Tahar Chérif El Ouezzani à la 9<sup>e</sup> place du classement général avec 26 points. Soit à six longueurs du 8<sup>e</sup>, le NA Hussein Dey, qui a été tenu en échec à domicile par la JS Saoura (0-0). Le mérite des gars du Sud est d'autant plus grand puisqu'ils ont réussi cette bonne performance en terminant le match à dix, suite à l'expulsion de Konaté (72'). La JSS, sous la conduite du nouvel entraîneur Nabli Neghiz, conserve ainsi sa 6<sup>e</sup> place au classement général, qu'elle partage avec l'Entente de Sétif, avec 33 points pour chaque formation.

M. M.

### Résultats et classement :

USMH - JSK	2-0
USMB - USMB	1-0
DRBT - P AC	1-2
NAHD - JSS	0-0
<b>Lundi 12 mars :</b>	
MCA - MCO (17h00)	
<b>Déjà joués :</b>	
CRB - OM	0-0
USB - USMA	0-1
ESS - CSC	1-0

	Pts	J
1). CS Constantine	42	22
2). MC Oran	38	21
3). USM Alger	35	22
4). Paradou AC	35	22
5). MC Alger	34	21
6). ES Sétif	33	22
7). JS Saoura	33	22
8). NA Hussein Dey	32	22
9). USM Bel-Abbès	26	22
10). Olympique Médéa	25	22
11). CR Belouizdad	24	22
12). JS Kabylie	22	22
13). US Biskra	22	22
14). DRB Tadjenant	21	22
15). USM El Harrach	21	22
16). USM Blida	15	22

Le clasico sera d'un intérêt particulier pour les deux clubs

## MCA-MCO, le choc !

Le dernier match comptant pour la 22<sup>e</sup> journée de la Ligue 1 Mobilis, mettra aux prises, ce soir, le Mouloudia d'Alger au Mouloudia d'Oran, dans un choc très intéressant entre deux formations qui ont un objectif similaire, à savoir jouer les premiers rôles et décrocher l'une des trois premières places. Le Doyen qui reste sur une défaite en Ligue des champions d'Afrique face à une formation nigériane souhaite se reprendre au plus vite en championnat et rassurer ses fans qui se déplaceront certainement en force au stade du 5-Juillet pour le soutenir. Les pou-

lains de Casoni sont conscients de ce qui les attend lors de ce match et restent décidés à se donner à fond pour tenter de prendre les trois points qui leur permettront de rester dans leur dynamique en championnat et demeurer donc dans les premières loges. Le Doyen bénéficiera pour ce match du retour de Derrardja et Souibah qui sont rétablis de leurs blessures, ce qui est fait pour rassurer le coach et les fans, surtout qu'il s'agit de deux joueurs très importants dans le dispositif du staff technique du Mouloudia. Le premier responsable du staff technique devrait compter aussi sur Bendebka qu'il mettra aux côtés de Dieng et Amada dans l'entre-jeu. Casoni a sa petite idée sur son adversaire du jour, surtout qu'il a eu déjà à voir l'œuvre le MCO. Pour leur part, les Hamraoua ne se déplaceront pas en victime lors de cette empoignade, eux qui voyagent bien et qui se donneront à fond pour tenter de revenir avec un résultat probant de ce match. Les pou-lains de Bouakaz ne sont pas impressionnés, ils joueront sans doute sans aucune pression et tenteront de tromper les locaux chez eux.

M. M.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Secteur des sports à Alger

### La situation est «catastrophique» selon le DJS

LE DIRECTEUR de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya d'Alger, Tarek Krach, a qualifié de «catastrophique» la situation du secteur des sports dans la capitale, dimanche lors d'une journée d'étude sur les grandes lignes du programme de 2018 pour la promotion et le développement des établissements sportifs. La rencontre, qui s'est déroulée au centre culturel Aïssa-Messaoudi d'Hussein-Dey a regroupé, entre autres, les cadres de l'administration de la DJS, les attachés communaux de sport, la direction de l'Office du parc omnisports de wilaya (OPOW), les principaux conseillers et les chefs d'unité. Dans son intervention, Tarek Krach a donné un aperçu sur la situation, qualifiée de «catastrophique», avant d'expliquer les grandes lignes de la réunion et les objectifs assignés, regrettant en premier lieu l'absence de plusieurs acteurs concernés par la rencontre. «J'ai constaté, avec grand regret, l'absence d'un nombre important de personnes concernées directement par cette réunion. Ils seront destinataires d'un questionnaire dans lequel ils doivent justifier leur absence avec des arguments valables. La situation du secteur des sports dans la wilaya d'Alger est l'affaire de tout un chacun. Il est temps de mettre fin à d'anciennes pratiques qui n'arrangent nullement le devenir de ce secteur», a alerté le DJS, ajoutant que la réunion devra permettre d'avoir une idée précise sur les infrastructures sportives existantes, leur état, leur gestion, sur l'encadrement et tous les sujets relevant du secteur des sports dans la capitale. Les participants auront aussi à étudier la situation du mouvement associatif, des ressources humaines existantes, des conventions et des charges annexes, afin de faire un état des lieux. Pour ce faire, les participants ont été répartis sur les ateliers programmés, à savoir : Missions et rôles des attachés communaux et des conseillers pédagogiques en sport, la gestion des infrastructures, la relation entre les mouvements associatifs et les infrastructures relevant de la DJS, la communication et l'information, les ressources humaines et l'investissement. En plénière, les intervenants ont posé plusieurs problèmes, notamment ceux ayant une relation directe avec le manque de communication entre les différents compartiments et directions de la DJS, le problème juridique existant dans la gestion des infrastructures sportives et le plan de carrière des cadres des sports de la DJS. «Un grand chantier nous attend et on doit être à l'avant-garde. Chaque acteur et cadre doit être responsable dans ses tâches et mener à bien son travail. J'attends de vous une expertise, chacun dans son domaine, des recommandations et des propositions qui mèneront vers l'assainissement de la situation actuelle du secteur de la DJS, car, dorénavant, nous allons tout contrôler pour préserver les biens de l'Etat et remettre la DJS de la wilaya d'Alger à sa vraie place», a expliqué Tarek Krach. Des réunions similaires avec des directions bien précises sont prévues dans les jours à venir.

Racim S.

## Saïda

### Quatre morts et quatre blessés dans un accident de la route

QUATRE personnes ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dimanche dans la wilaya de Saïda, a-t-on appris des services de la Protection civile. L'accident s'est produit suite à une collision entre un véhicule utilitaire et un autre touristique, sur la RN 06 reliant les wilayas de Saïda à El Bayadh, au point frontalier entre les deux wilayas, précise-t-on de même source. Les éléments de la Protection civile de Saïda ont prodigué les premiers soins aux quatre blessés avant de les évacuer vers la polyclinique de la commune d'Aïn Lahdjar. Les dépouilles des victimes, décédées sur place, ont été dépo-

sées à la morgue de l'hôpital d'El Kheithar (El Bayadh).

M. L.

## Lors d'une opération militaire en Ethiopie

### Neuf civils tués par erreur

LE GOUVERNEMENT éthiopien a reconnu dimanche que neuf civils avaient été tués par erreur et 12 autres blessés lors d'une opération anti-rebelles dans l'Etat méridional d'Oromia. Le secrétariat du Poste de commandement, chargé de superviser l'état d'urgence proclamé en octobre 2016 dans cet Etat, a expliqué que des militaires déployés samedi dans les environs de Moyale, près de la fron-

tière kényane, avaient tiré sur des civils en pensant par erreur qu'ils appartenaient au Front de libération oromo (OLF). Les autorités précisent qu'un colonel et cinq soldats ont été suspendus le temps qu'une enquête interne fasse la lumière sur ce drame. L'Etat régional d'Oromia connaît des troubles depuis fin 2015, qui ont fait des centaines de morts et des milliers d'emprisonnés.

R. I.

## Etats-Unis et la Corée du Nord en tête à tête



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Ils exigent une clarification sur la «masse admissible»

### Les transporteurs ferment le tunnel de Kherrata à Béjaïa

■ La RN 09 reliant Béjaïa à Sétif a été coupée hier au niveau du tunnel de Kherrata. Le trafic routier a été totalement paralysé dans la région. Cette fois-ci, ce sont les transporteurs privés de marchandises qui sont en colère.

Par Hocine Cherfa

Ils étaient une trentaine, voire plus, de transporteurs privés de marchandises, notamment ceux transportant des céréales, à participer à cette action qui a paralysé le trafic routier toute la matinée sur cet axe routier. Ils réclament l'établissement des factures de marchandises au niveau du port et des bons de pesage pour échapper aux amendes établies par la gendarmerie et la police au niveau des barrages routiers. Deux titres souvent exigés par les services de sécurité sur leur parcours, font-ils observer. Intervenant sur radio Soummam et en réponse à cette action, le président-directeur général (P-DG) de

l'Entreprise portuaire de Béjaïa (EPB), Djelloul Achour, a démenti les propos des camionneurs notamment sur la remise des bons de pesage. Il a dit : «tous les camions passent sur la balance ou sur le pont-bascule et un bon de pesage est remis aux conducteurs avant de quitter le port». Il a indiqué que «le port perd 200 millions de centimes par heure à cause de la fermeture des routes». Les mécontents relèvent le fait qu'il leur est imposé une marchandise dépassant la masse maximale admissible (PTC), autrement dit le tonnage admissible sur le plan de la réglementation. Autrement dit, il y a confusion entre les catégories des camions et aussi entre la masse en charge maximale admissible (PTC) et la masse en

charge de l'ensemble du véhicule en service (PTRA). Chose qu'ils souhaitent voir respectée et clarifiée pour ne pas s'exposer aux sanctions notamment, les amendes et contraventions des services concernés. Le P-DG a ajouté sur la radio qu'une réunion avait été tenue avec la direction des transports la semaine dernière afin d'étudier certaines revendications des transporteurs de marchandises et trouver des solutions. Un responsable de la direction des transports a relevé sur la radio aussi, le fait que les cartes grises doivent être revues de façon à porter le PTRA (masse en charge de l'ensemble du véhicule en service) à la place du PTC (masse en charge maximale admissible).

H. C.

## Lutte contre la criminalité à Béchar et Tlemcen

### Plus de 600 kg de kif traité saisis

PLUS de 669 kilogrammes de kif traité ont été saisis par un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale à Béchar et à Tlemcen, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire a intercepté,

le matin du 11 mars 2018 dans la localité frontalière de Béni Ouenif, wilaya de Béchar, un narcotrafiquant en possession d'une grande quantité de kif traité s'élevant à 455 kilogrammes, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale en ont saisi 214,225 kilogrammes à Tlemcen», précise-t-on de même source.

H. N.